



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Inter-Départementale Anjou-Maine
Pôle Risques Accidentels

Affaire suivie par : Claire MONTEIL
claire.monteil@developpement-durable.gouv.fr
Tél : 02.41.33.52.70

N/Réf : 2025-143_AUTO_TERRENA – Ecoflant_RAP

**Direction régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 03 avril 2025

**La directrice régionale de l'environnement
de l'aménagement et du logement**

à

Monsieur le Préfet de Maine-et-Loire
Direction de l'Interministérialité et du
Développement Durable
Bureau des Procédures Environnementales
et Foncières

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Établissement

Société : TERRENA, ci-après dénommée l'exploitant

N°GUN : 1365

Commune : ECOUFLANT

Régime ICPE de l'établissement : Autorisation (rubrique principale 3642 -
BREF FDM)

La société TERRENA exploite ZA La Charonnière à ECOUFLANT, des installations de fabrication d'aliments pour animaux et des installations de collecte et stockage de céréales.

Par courrier du 10 août 2021, l'exploitant a transmis à la préfecture du Maine-et-Loire le dossier de réexamen IED de ses installations en application de l'article R.515-71 du code de l'environnement.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

I- Présentation de l'établissement

I-1- Activités du site

La société TERRENA est une coopérative agricole à capital variable créée en 2003 par la fusion des coopératives CANA à Ancenis, CAVAL à Angers, et GCA à Poitiers. Elle se présente comme acteur majeur de l'agriculture et de l'agroalimentaire en France avec 21 500 exploitations agricoles et 14 000 salariés. Son activité est répartie dans différents secteurs de l'agroalimentaire et est centrée autour des départements de la Loire-atlantique, du Maine-et-Loire, des Deux-Sèvres, de la Vienne et de la Mayenne.



Tél : 02.72.16.42.20
Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers/Saint-Barthélemy
CS80145 - 49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex
www.pays-de-la-loire.developpement-durable.gouv.fr

Le site d'ECOULANT accueille les activités principales suivantes :

- une activité de collecte et de stockage de céréales et des oléagineux, appelée SILO,
- une activité de fabrication d'aliments biologiques pour volaille, porc, ruminant, appelée UNA (Usine Nutrition Animale).

A noter que l'entrepôt de stockage de matériel agricole, engrais et produits agro-pharmaceutiques exploité autrefois par TERRENA, a été cédé en 2017 à la société INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN. Ce transfert d'exploitation a été acté par courrier préfectoral du 9 octobre 2018. Par conséquent, l'entrepôt ne fait plus partie du périmètre ICPE de la société TERRENA.

L'activité du SILO consiste à collecter, sécher et stocker les céréales avant l'expédition par camion. Ce centre de collecte est prévu pour recevoir essentiellement des céréales et des oléagineux tels que le blé, le maïs, l'orge, le colza et le tournesol. C'est le plus gros silo du département de Maine-et-Loire.

L'activité de l'UNA consiste à doser, broyer, mélanger, granuler et conditionner des matières premières généralement des céréales, selon différentes formulations en fonction de leur devenir : volaille, porc, ruminant,... Depuis 2020, elle est spécialisée dans la fabrication d'aliments biologiques pour animaux.

Les activités de cet établissement sont classées sous le régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) et sont encadrées par l'arrêté préfectoral d'autorisation D1-86-n °655 n°383 du 31 juillet 1986 et des arrêtés préfectoraux de prescriptions complémentaires D3-2004-n°1017 du 17 décembre 2004 et DIDD 2016 n° 511 du 28 octobre 2016.

Cet établissement n'est pas classé SEVESO.

Il est classé à autorisation sous la rubrique n°3642-2-a de la nomenclature ICPE (traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus uniquement de matières premières végétales). De ce fait, l'activité du site relève de la directive IED.

I-2- Localisation du site

L'usine est située dans la zone d'activité La Charonnière sur la commune d'ECOULANT, à environ 2,6 km à l'Est du centre-bourg. Le site occupe un terrain de 8,6 ha et est implanté sur les parcelles AH n°44 et section AI n°6, 7, 29, 34 du plan cadastral et en zone AY du PLU, réservée aux activités isolées en lien avec la filière agricole (transformation, stockage, etc.).

Le site est bordé :

- à l'Ouest par la plate-forme logistique exploitée par INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN,
- au Nord par des terres agricoles,
- à l'Est par la voie ferrée et des terres agricoles,
- et au Sud par des habitations et un garage automobile.

I-3- Description des installations

Le SILO regroupe des installations de stockage de céréales et oléagineux, à savoir 2 silos verticaux béton construits dans les années 70-80, et leurs équipements de nettoyage et de séchage et les équipements de manutention et de transport.

L'UNA regroupe les installations de production suivantes :

- des stockages de matières premières solides en silo ou boisseaux,
- un stockage de matière première liquide en réservoir aérien (huile végétale),
- un magasin de stockage de matières premières en sacs et big-bags (prémix et produits minéraux),
- un atelier de fabrication avec deux bennes peseuses, un broyeur, une mélangeuse et un mélasseur,
- une tour de granulation avec 3 presses à granuler et 3 refroidisseurs à air,
- des stockages de produits finis en vrac avec boisseaux d'expéditions,
- une chaufferie vapeur alimentée au gaz.

I-4- Situation administrative

La situation des installations au titre des rubriques des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que prévu à l'article L.512-7 du Code de l'environnement est reprise dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour
3642-2-a	<p>Traitement et fabrication, à l'exclusion du seul conditionnement des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus :</p> <p>2) uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production</p> <p>a) supérieure à 300 tonnes de produits finis par jour</p>	UNA : 450 t/j	A	Actée courrier préfectoral du 9/10/2018
2160-2-a	<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 :</p> <p>2. autres installations que silos plats</p> <p>a) Si le volume total des stockages est supérieur à 15 000 m³</p>	<p><u>SILO</u> : 71 199 m³</p> <p><u>UNA</u> : 4 103 m³ (matières premières) et 1 980 m³ (produits finis)</p> <p>Total : 77 282 m³</p>	A	<p>Actée courrier préfectoral du 9/10/2018</p> <p>Evolution du classement : Les installations de broyage concassage, criblage,... de substances végétales du SILO ne sont plus classées sous la rubrique 2260. De même, les Séchoirs du SILO ne sont plus classés sous la rubrique 2910 car elles sont intégrées au process de l'activité de la rubrique 2160</p>

Rubrique	Désignation des activités	Éléments caractéristiques actuels	Régime *	Portée de la mise à jour
2910-A- 2	<p>Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieures à 20 MW.</p> <p>(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil, du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.</p>	UNA : chaudière à gaz (2,3 MW)	DC	Actée courrier préfectoral du 9/10/2018

* A = Autorisation, E = Enregistrement, DC = Déclaration avec contrôle périodique, D = Déclaration, NC = Non Classée

II- Objet du dossier de réexamen

Le classement des installations dans la rubrique 3642 de la nomenclature ICPE implique que ces installations, ainsi que leurs installations connexes, sont visées par l'annexe I de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite « IED »

(Industrial Emissions Directive). Cette directive a été transposée en droit français dans le code de l'environnement, notamment dans les articles L.515-28 et suivants et R.515-58 et suivants.

Les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

Pour rappel, l'exploitant a déclaré par courrier en date du 28 octobre 2013 que la rubrique principale de son établissement est la rubrique 3642-2 et que les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont le BREF FDM (Industries agro-alimentaires et laitières).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF FDM) ont été adoptées par la Commission Européenne en application de la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 par décision du 12 novembre 2019 publiée au journal officiel de l'Union Européenne le 4 décembre 2019.

L'exploitant disposait d'un an après la parution de ces conclusions pour remettre au Préfet son dossier de réexamen (article R. 515-71 du code de l'environnement), soit pour le 4 décembre 2020.

L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED **depuis le 4 décembre 2023**.

Le dossier de réexamen est un document dans lequel l'exploitant compare le fonctionnement de ses installations aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles issues du BREF principal mais également des autres BREFs pertinents pour ses installations. Il évalue la nécessité d'adapter ce fonctionnement aux meilleures techniques disponibles et il donne son avis sur la nécessité d'actualiser les prescriptions applicables à son site.

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 fixe les prescriptions relatives aux meilleures techniques disponibles applicables aux installations classées relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature ICPE. Pour les installations existantes, l'arrêté entre en vigueur quatre ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les MTD prévues à l'article R. 515-61 du code de l'environnement.

III- Synthèse du contenu du dossier de réexamen de l'exploitant

L'exploitant a appliqué le guide pour la simplification du réexamen édité par la direction générale de la prévention des risques pour constituer son dossier.

III-1- Périmètres IED et BREF applicables

Le périmètre d'application de la section 8 du code de l'environnement qui transpose la directive IED, a été défini, conformément à l'article R.515-58, par l'exploitant.

Le site est classé uniquement dans la rubrique 3642-2. Le périmètre est constitué de l'ensemble des installations de l'UNA suivantes :

- le stockage de céréales et les autres matières premières,
- l'usine de fabrication,
- le stockage de produits finis,
- et les activités connexes qui y sont rattachées : la chaudière générant la vapeur utilisée dans le process, le local compresseur.

Les autres activités du site ont été exclues du périmètre : activité de collecte et de stockage des céréales (silo 1 et 2) et le local déchets dédié à l'activité SILO.

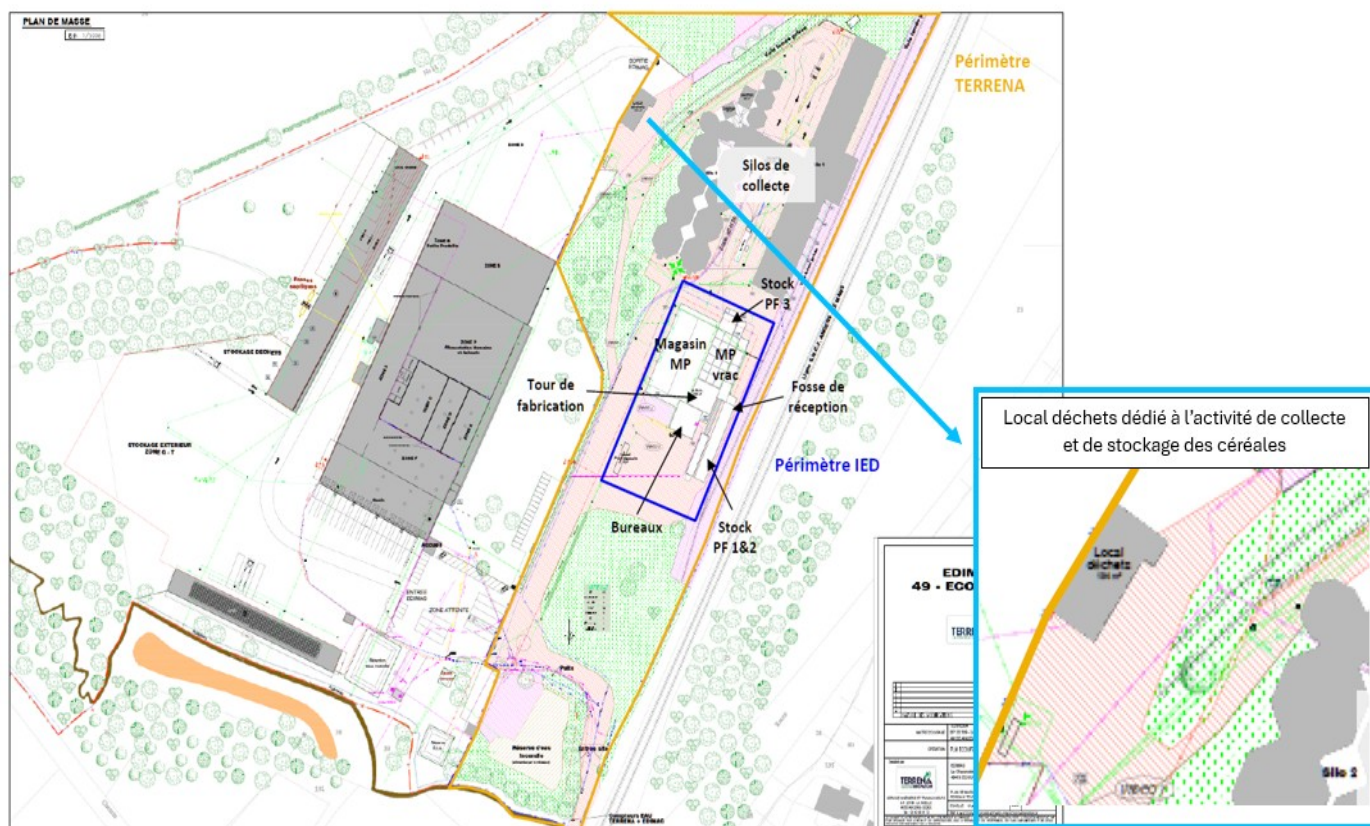


Figure 5 : Périmètre IED retenu pour l'activité 3642

Le BREF FDM - Industries agro-alimentaires et laitières- est le BREF principal.

L'exploitant a analysé son positionnement par rapport à d'autres BREFs qui peuvent présenter un intérêt. Seul, le BREF EFS - Emissions dues au stockage des matières dangereuses ou en vrac (paru en juillet 2006)- a été retenu pour les stockages de matières premières (céréales) de l'UNA et les émissions de poussières liés à l'approvisionnement et la manutention.

III-2- Avis de l'exploitant sur la nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté préfectoral

L'exploitant précise que le site n'a généré aucune pollution.

Aucune plainte de riverains n'a été enregistrée au regard des émissions du site.

Les techniques mises en œuvre afin de garantir la sécurité de l'exploitation correspondent aux meilleures techniques disponibles dans les industries agro-alimentaire et laitières et document de référence associés.

L'exploitant indique qu'il respecte les valeurs limites d'émissions (VLE) et les meilleures techniques disponibles (MTD). Toutefois les VLE fixées par les conclusions des MTD et l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour les rejets atmosphériques (poussières) ne sont pas identiques aux exigences actuellement fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Les valeurs de référence fixées par les conclusions des MTD et l'arrêté ministériel du 27 février 2020 pour les émissions dans l'air (poussières) sont plus contraignantes que celles fixées par l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986.

L'exploitant conclut qu'il est nécessaire de revoir les conditions de l'autorisation compte tenu de l'ancienneté des prescriptions et du besoin de mise en cohérence des activités aujourd'hui exploitées sur le site et au regard d'un des trois critères listés au point III de l'article R.512-70 du Code de l'Environnement (respect des normes de qualité environnementales).

Toutefois, l'inspection des installations classées ne juge pas nécessaire de modifier dans l'immédiat l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986 puisque l'arrêté ministériel du 27 février 2020 est directement applicable au site d'ECOULANT depuis le 4 décembre 2023 (cf. avis de l'inspection § IV).

III-3- Positionnement par rapport aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant s'est positionné par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF FDM. Son positionnement est synthétisé dans le tableau suivant :

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
MTD 1	Système de management environnemental (SME)	MTD partiellement mise en œuvre.	Proposition de maintien des dispositifs de suivis en place et de développement des actions engagées (formalisation, structuration du SME, communication, sensibilisation du personnel, etc.)	04/12/23
MTD2	Inventaire de la consommation d'eau, d'énergie et des matières premières ainsi que les flux d'effluents aqueux et gazeux	Mise en œuvre. Utilisation d'eau uniquement au niveau de la chaudière pour la production de vapeur et mélangeuse. Suivi des compteurs d'eau (chaudière, mélangeuse). Suivi mensuel des consommations d'énergie (compteurs présents à plusieurs endroits du process) et synthèses semestrielles via rapport TECALIMAN. Contrôle des rejets canalisés du site (broyeurs et presses).	–	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
		Contrôle triennal du rejet de la chaudière vapeur conformément à la réglementation 2910. Contrôle des matières premières à réception (quantité, qualité, provenance, humidité, nettoyage,...).		
MTD3	Surveillance des principaux paramètres de procédé des émissions dans l'eau	Mise en œuvre. Suivi des compteurs d'eau (chaudière, mélangeuse). Pas de rejets aqueux industriels associés à l'UNA. Les opérations de nettoyage sont réalisées à sec.	–	–
MTD4	Surveillance des émissions dans l'eau aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN	Non applicable à l'UNA. Pas de rejets aqueux industriels des installations relevant de la rubrique 3642.	–	–
MTD5	Surveillance des émissions canalisées dans l'air aux fréquences indiquées et conformément aux normes EN	MTD mise en œuvre. Actuellement les mesures de poussières en sortie des lignes presses/refroidissement granulation sont effectuées tous les 3 ans (mesures effectuées selon la NF EN 13284-1).	La fréquence minimale de surveillance recommandée est 1 fois par an pour les rejets des installations de broyage et de refroidissement des granulés dans la fabrication des aliments composés pour animaux. Proposition de maintenir l'auto-surveillance selon une fréquence triennale compte tenu entretien préventif réalisé sur systèmes de filtration.	–
MTD6	Accroître l'efficacité énergétique	MTD partiellement mise en œuvre. Dispositifs de suivi en place (suivis consommations d'énergie, gaz, eau etc., audit énergétique réalisé en 2015 avec plan d'action spécifique). Mise en œuvre de techniques courantes (calorifugeage des conduites de vapeur, passage au LED, régulation et contrôle du rendement du brûleur de la chaudière tous les 3 mois, variateur de vitesse sur le broyeur, etc.).	Proposition d'intégrer un plan d'efficacité énergétique dans le SME réalisation d'un nouvel audit énergétique en 2021 Maintien des dispositifs en place	04/12/23
MTD7	Réduire la consommation d'eau et le volume des	Non applicable à l'UNA. Pas de rejets aqueux industriels des installations relevant de la	–	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
	effluents rejetés	rubrique 3642. Pas d'opérations de nettoyage à l'eau. Utilisation de l'eau uniquement pour la production de vapeur nécessaire à la granulation (pas de recyclage possible car vapeur ajoutée au produit).		
MTD8	Réduire l'utilisation de substances dangereuses	Non applicable à l'UNA. Pas d'opérations de nettoyage à l'eau notamment.	–	–
MTD9	Éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire	Non applicable à l'UNA. Pas de système de refroidissement ou de congélation utilisant des fluides frigorigènes	–	–
MTD10	Utiliser efficacement les ressources	Mise en œuvre des techniques applicables à l'activité de l'UNA. Les résidus (poussières, résidus de tamisage, etc.) sont réintégrés dans les fabrications en tant que matières premières (fines). Les autres déchets sont triés par flux et collectés en vue d'une valorisation ou d'une élimination. Cas des biodéchets ne contenant pas de médicaments qui sont envoyés en méthanisation et/ou compostage (valorisation).	–	–
MTD11 et 12	Prévoir une capacité appropriée de stockage tampon des effluents aqueux/ Réduire les émissions dans l'eau	Non applicable à l'UNA Pas de rejets aqueux industriels des installations relevant de la rubrique 3642. .	–	–
MTD13 et 14	Réduire les émissions sonores / plan de gestion de bruit/ techniques	Pas de nuisances sonores constatées dans les ZER. Toutefois mise en œuvre des mesures suivantes : surveillance tous les 3 ans, capotage et isolement des installations les plus bruyantes, prise en compte du niveau sonore des équipements dès l'achat, protocole de chargement/déchargement des	–	–

n°	Intitulé de la MTD	Situation du site	Proposition	Échéance
		véhicules exigeant la coupure moteur, maintenance préventive des équipements, etc.		
MTD15	Éviter ou réduire les dégagements d'odeur / plan de gestion des odeurs	Non applicable à l'UNA Opérations de fabrication réalisée dans les bâtiments.	–	–
Conclusions sur les MTD pour l'alimentation animale				
Voir MTD6	Accroître l'efficacité énergétique (aliments composés pour animaux)	Respect des NPEA-MTD (valeur comprise entre 0,010 et 0,100 MWh/t). Pour le site : 0,066 MWh/t (électricité + gaz) en 2020, 0,062 MWh/T en 2019 et 0,063 MWh/t en 2018.	–	–
MTD16	Accroître l'efficacité énergétique (fourrage vert)	Non applicable à l'UNA Pas de transformation de fourrage vert.	–	–
MTD17	Réduire les émissions atmosphériques canalisées de poussières	Mise en œuvre. Utilisation de filtres à manche sur le broyeur et les cyclones des refroidisseurs (fiches de vie des filtres). Autosurveillance des rejets en sortie du broyeur et des 3 lignes presses /refroidissement granulation . Respect des NEA-MTD pour le rejet de poussières (valeur comprise entre 2 et 10 mg/Nm ³ pour le broyage et entre 2 et 20 mg/Nm ³ pour le refroidissement des granulés) Pour le site : Broyeur : 0,24 mg/m ³ Presse 1 : 0,46mg/m ³ Presse 2 : 0,61 mg/m ³ Presse 3 : 0,47 mg/m ³	–	–

L'exploitant s'est également positionné par rapport aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles du BREF EFS (émissions dues au stockage). Les silos font partie des MTD pour le stockage en vrac (stockage fermé). L'exploitant indique que toutes les mesures ont été prises pour limiter les émissions de poussières liés au stockage des céréales en vrac et notamment : fosse de réception couverte, systèmes d'aspiration sur filtres à manches présents à différents endroits du process et notamment au niveau du broyeur et des presses, capotage des installations de manutention, procédures de nettoyage et d'empoussièrement, etc.

III-4- Demande de dérogation aux meilleurs techniques disponibles

L'exploitant ne demande aucune demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du code de l'environnement. Il respecte les NEA-MTD et les NPEA-MTD.

III-5- Rapport de base

Le dossier de réexamen a été transmis par l'exploitant avec un mémoire justificatif de non remise du rapport de base. Selon l'exploitant, les conditions cumulées (utilisation, production ou rejet de substances dangereuses pertinentes et risque de contamination du sol et des eaux souterraines) conduisant à la réalisation d'un rapport de base ne sont pas remplies. La majorité des produits stockés et utilisés sur le site pour la fabrication d'aliments pour animaux sont soit non dangereux (huiles végétales,...) soit des produits solides (Premix, ...) utilisés dans des conditions limitant le risque de dispersion et de contamination des sols et des eaux souterraines (stockage à l'intérieur des bâtiments de stockage, stockage placé sur rétentions, sol imperméabilisé,...).

Pour l'exploitant, ce sont des données suffisantes pour statuer sur l'absence de contamination des sols et sous-sols. Aucune investigation dans les sols et des eaux souterraines n'a donc été réalisée au droit du site.

Toutefois, l'inspection des installations classées rappelle que la société TERRENA a utilisé dans le passé des produits dangereux liquides dans le cadre de son process (formol, fioul lourd). Lors de la cessation d'activités du site, l'étude historique devra prendre compte ces activités passées et les installations précédemment exploitées qui sont susceptibles d'avoir pollué les sols.

IV- Analyse de l'inspection des installations classées

Le dossier de réexamen comporte l'ensemble des éléments prévus par l'article R. 515-72 du Code de l'Environnement à savoir :

- une comparaison du fonctionnement des installations aux meilleures techniques disponibles (MTD) des BREF(s) FDM et EFS pour la rubrique principale 3642.
- les résultats de la surveillance des émissions et d'autres données permettant une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les MTD et les niveaux d'émission associés aux MTD.
- l'avis de l'exploitant sur la nécessité ou non d'actualiser les prescriptions en application du point III de l'article R. 515-70.

Au regard de ces éléments, le dossier peut donc être estimé complet.

L'exploitant n'a pas inclus dans son dossier son classement au titre de la loi sur l'eau dans la nomenclature IOTA (Installations, Ouvrage, Travaux, Aménagements). Ce n'est pas une information nécessaire listée dans l'article R.515-72 du code de l'environnement. Cette absence n'empêche pas l'analyse du dossier.

Le périmètre IED retenu par l'exploitant englobe l'ensemble des installations de fabrication d'aliments pour animaux et les installations connexes. Sont exclues les activités de collecte et de stockage du SILO (silo 1 et 2) et local déchets dédié à l'activité SILO. Ce choix n'appelle pas d'observation.

LE BREF principal est bien le BREF FDM, car les installations sont classées dans une seule rubrique IED (3642).

La décision établissant les conclusions sur les MTD liste les autres conclusions et documents de référence sur les MTD susceptibles de présenter un intérêt pour les activités visées par ces

conclusions. L'exploitant s'est bien positionné sur l'ensemble de ces autres conclusions et documents de référence sur les MTD. Ce positionnement n'appelle pas d'observation.

L'exploitant respecte la majorité des MTD figurant dans la décision établissant les conclusions sur les MTD. Pour respecter la totalité de ces MTD, il lui restait à améliorer et compléter le système de management environnemental. Il s'était engagé à le faire avant décembre 2023. Le respect des engagements pris par l'exploitant a été vérifié lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024. Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir mis en place un SME au printemps 2023 sous la forme d'un fichier informatique "analyse des aspects environnementaux" (contenu non contrôlé lors de la visite). Au jour de la visite, il n'avait pas été réalisé de revue périodique depuis la mise en place du SME en vue de s'assurer de sa pertinence, de son adéquation et de son efficacité conformément à l'article 5 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020. L'exploitant a prévu d'en réaliser une.

Sur le volet « efficacité énergétique », dans son dossier de réexamen, l'exploitant justifie du respect de la NPEA-MTD (consommation d'énergie spécifique < 0,10 MWh/tonne de produits). Pour respecter la totalité du MTD 6, il lui reste à intégrer un plan d'efficacité énergétique dans le SME.

Lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant a fourni son plan d'efficacité d'énergétique établi depuis 2018. Néanmoins, ce dernier doit être complété et amélioré. Un contrôle effectué par sondage des techniques évoquées dans le dossier de réexamen IED a permis notamment de constater lors de la visite la réalisation de la vérification du rendement du brûleur de la chaudière tous les 3 mois, la présence de calorifugeage et l'installation progressive de LED.

Par courriel du 18/11/2024, l'exploitant a transmis les niveaux de performance environnementale pour son activité en 2021 (0,063), 2022 (0,067) et 2023 (0,066) qui sont toujours compris dans l'intervalle des NPEA-MTD (0,001- 0,10 MWh/tonne de produits).

L'arrêté ministériel du 27 février 2020 qui impose la réalisation d'un plan d'efficacité énergétique à intégrer dans le SME et l'utilisation d'une combinaison de techniques pour accroître l'efficacité énergétique, est directement applicable au site d'ECOULANT depuis le 4 décembre 2023.

Sur le volet principal « rejets atmosphériques », l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986 (article 3.B.3.5.2) fixe une valeur d'émission pour les rejets atmosphériques en sortie des installations de dépoussiérage qui est supérieure à celle comprise dans la fourchette de la NEA-MTD. La VLE est fixée à 150 mg/Nm³ et la fourchette de la NEA-MTD est [2-20 mg/ Nm³] pour le procédé de refroidissement de granulés et [2-10 mg/ Nm³] pour le procédé broyage.

L'inspection des installations classées ne juge pas nécessaire de modifier dans l'immédiat l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986 puisque l'arrêté ministériel du 27 février 2020 fixe ces deux VLE à 20 mg/Nm³ et 10 mg/Nm³. Par principe, ce sont les valeurs les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral et l'arrêté ministériel qui s'appliquent. Par ailleurs, dans son dossier de réexamen, l'exploitant justifie du respect des NEA-MTD. et, lors de la visite d'inspection du 12 novembre 2024, l'exploitant a fourni le dernier rapport des mesures des rejets de poussières réalisé en 2024 sur le site par la société SOCOTEC qui montre le respect des valeurs limites d'émission (VLE) en concentration pour le paramètre poussières pour les rejets au niveau des 3 presses (presse n°1 : 0,36 mg/Nm³ - presse 2 : 1 mg/Nm³ - presse 3 : 0,23 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/Nm³) et du broyeur (1,21 mg/Nm³).

L'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986 fixe une auto-surveillance des rejets de poussières sans préciser la fréquence minimale à respecter. Néanmoins, il est noté que l'exploitant procède à une auto-surveillance triennale. Compte tenu de l'entretien préventif effectué sur les systèmes de filtration, il propose le maintien de ce programme de surveillance triennale qu'il réalise. Or la MTD5 consiste en une surveillance des rejets des installations de refroidissement des granulés et de broyage selon une fréquence minimale annuelle. Pour l'application de la

MTD5, bien que la décision établissant les conclusions sur les MTD prévoie la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, cette fréquence doit être en tout état de cause d'au moins une fois par an. La proposition de l'exploitant de conserver la fréquence de surveillance actuelle ne peut donc être acceptée. La fréquence de surveillance des rejets de poussières doit être annuelle conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 (directement applicable depuis le 4 décembre 2023).

Sur le volet «rejets aqueux», il est noté que les installations de production relevant de la rubrique 3642 ne génèrent pas de rejets d'eaux industrielles résiduelles. Par conséquent, l'établissement n'est pas concerné par les MTD4 et MTD12 et en particulier l'application des NEA-MTD associées pour les émissions dans l'eau. Le seul rejet d'eaux industriels résiduelles de l'UNA proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière). L'établissement les rejette au milieu naturel.

À noter que la scission du site conduit à revoir la gestion des réseaux et les conditions des rejets aqueux dans le milieu naturel. Il est prévu de clarifier les exigences réglementaires applicables aux installations de TERRENA et de mettre à jour notamment les prescriptions relatives aux conditions de rejets des eaux de purge et au programme de surveillance.

Sur les volets «bruit » et «odeurs», il est noté que le site est situé dans une zone d'activité. Les habitations sont situées au Sud en limite de propriété.

Les émergences sonores mesurées au niveau des points en zone à émergence réglementée (ZER 1, 2, 3 et 4) sont conformes puisqu'elles sont inférieures aux valeurs d'émergence réglementaires admissibles.

Aucune plainte relative aux émissions sonores, aux émissions d'odeurs ou émissions de poussières n'a été portée à la connaissance de l'inspection des installations classées.

V - Conclusion et propositions

Le dossier de réexamen est complet et régulier. Le périmètre IED à considérer est celui défini dans le dossier de réexamen (cf. § III.1 du présent rapport).

Les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1986 et l'arrêté ministériel du 27 février 2020 directement applicable permettent de respecter les dispositions de l'article R.515-60 du code de l'environnement. Toutefois, au-delà du cadre du réexamen IED, il apparaît que les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 31 juillet 1986 nécessitent d'être actualisées en raison principalement de la scission du site entre les deux entités INVIVO RETAIL SUPPLY CHAIN et TERRENA (modification du périmètre ICPE, modification des réseaux d'eaux pluviales, aménagement de bassins d'orage et de confinement des eaux d'extinction incendie, ré-organisation de la défense incendie, etc.). Le porter à connaissance relatif aux réaménagements du site transmis en juin 2024 est en cours d'instruction.

Sur la base de l'examen réalisé, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet :

- d'acter la mise à jour du tableau de classement dans la nomenclature des installations classées (tableau figurant au paragraphe I),
- de notifier à l'exploitant l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643, ou 3710 (pour lesquelles la charge polluante principale provient d'installations

relevant des rubriques 3642 ou 3643) de la nomenclature des ICPE. Cet arrêté ministériel lui est directement opposable,

- de préciser à l'exploitant l'information suivante : bien que la décision établissant les conclusions sur les MTD prévoit la possibilité d'abaisser les fréquences de surveillance des rejets atmosphériques s'il est établi que les niveaux d'émission sont suffisamment stables, cette fréquence doit être en tout état de cause d'au moins une fois par an. La proposition de l'exploitant de conserver la fréquence de surveillance triennale ne peut donc être acceptée. La fréquence de surveillance des rejets de poussières doit être annuelle conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020,
- de rappeler à l'exploitant que les rejets qui proviennent des installations connexes (eaux de purge de la chaudière) sont des rejets d'eaux industriels résiduelles. Ces rejets ne sont pas concernés par les NEA-MTD associés aux meilleures techniques disponibles relatives aux installations relevant de la rubrique 3642, néanmoins ils sont réglementés (surveillance et VLE) par les dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,
- de l'informer qu'au-delà du cadre du réexamen IED, une actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 31 juillet 1986 apparaît nécessaire pour encadrer les nouvelles conditions d'exploitation du site (scission du site) et clarifier les exigences réglementaires applicables aux installations.
- de rappeler à l'exploitant qu'en cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation l'exploitant devra respecter les dispositions des articles R. 512-75-1, R. 512-39-1 à R. 512-39-3 et R.515-75 du Code de l'environnement. En particulier, il devra faire attester par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués de la bonne exécution des trois étapes-clés du processus de cessation (ATTES SECUR, ATTES MEMOIRE, ATTES TRAVAUX).

RÉDACTEUR

L'inspectrice de l'environnement,


Claire MONTEIL

VÉRIFIÉ, VALIDÉ et TRANSMIS à Monsieur le Préfet
P/La Directrice et par délégation
Le chef du pôle Risques Accidentels


DELACROIX. F

Franck DELACROIX